# *Le débat sur la réforme migratoire se poursuit aux États-Unis*

Par María Josefina Arce.

Le président étasunien, Barack Obama continue à déployer des efforts pour mener à bon terme en 2014 une réforme migratoire. C'est une promesse dont l'accomplissement est en suspens depuis son premier mandat et qui pourrait devenir le legs de son gouvernement après les échecs de la loi de réforme en matière de santé.

Quoique de façon succincte, Obama a repris le sujet dans son 5e discours sur l'état de l'Union qu'il a centré sur la croissance économique et dans lequel il a reconnu le grand poids qu'ont les immigrants sur le développement de l'économie étasunienne.

Mais les aspirations du président se sont heurtées jusqu'à présent à la résistance d'un Congrès totalement polarisé qui a fait des pieds et des mains pour mettre des bâtons dans les roues de ses initiatives et pour empêcher l'adoption de sa reforme en matière de santé.

En 2013, le chef de la Maison-Blanche n'a pas pu briser la résistance des élus républicains qui sont majoritaires à la Chambre des Représentants qui ont refusé de voter un projet bipartite approuvé en juin dernier par le Sénat des États-Unis.

Bien que le projet de loi adopté par le Sénat, à majorité démocrate, stipule une plus grande militarisation de la frontière avec le Mexique, il inclut l'option de la naturalisation de 11 millions d'immigrants qui vivent sans autorisation en territoire étasunien.

Maintenant les républicains, durant une pause de trois jours pour débattre de plusieurs thèmes, ont présenté toute une série de principes qui guideront l'élaboration de n'importe quelle législation du parti sur ce thème. À propos de ce document, le président de la Chambre des Représentants, John Boehner, a dit aux autres congressistes que c'était la plus longue distance que le parti était disposé à parcourir.

Le document inclut une proposition de régularisation du statut migratoire de millions de personnes qui vivent sans autorisation aux États-Unis, mais elle est accompagnée d'un renforcement de la surveillance à la frontière avec le Mexique et elle dépend de toute une série de conditions que, dans certains cas, il est difficile de remplir.

Laura W. Murphy, directrice du Bureau Législatif à Washington, de l'Union Américaine des Libertés Civiles a signalé que les principes ne prévoient pas une voie 100% sûre vers la naturalisation pour la plupart des 11 millions de sans papiers, qu'ils ignorent leur apport aux États-Unis et qu'ils créent un limbe légal.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/13742-le-debat-sur-la-reforme-migratoire-se-poursuit-aux-etats-unis

**Radio Habana Cuba**